

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMRC Automotive Modules France SAS

2 avenue de Lattre de Tassigny
B.P. 21
90200 Rougegoutte

Références : UID257090/SPR/SG/2026-0504A
Code AIOT : 0012800083

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement SMRC Automotive Modules France SAS implanté 2 avenue de Lattre de Tassigny B.P. 21 90200 Rougegoutte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'objectif de la visite était de faire un point sur les constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 et le suivi des actions mises en place.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMRC Automotive Modules France SAS
- 2 avenue de Lattre de Tassigny B.P. 21 90200 Rougegoutte
- Code AIOT : 0012800083
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SMRC Automotive à Rougegoutte exploite deux sites de production (unité 1 et unité 2) de pièces plastiques par injection pour l'habillage des intérieurs de véhicules. Les deux sites mettent en œuvre des procédés de production similaires.

Les principales activités de ce site sont :

- la réception et le stockage des matières premières et composants,
- la fabrication de matières plastiques par injection (polypropylène),
- la fabrication de mousse polyuréthane,
- l'assemblage,
- le stockage et l'expédition des produits finis.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission – point de rejet 4	AP Complémentaire du 12/05/2022, article 6.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Transmission – interprétation des résultats	AP Complémentaire du 12/05/2022, article 7	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Valeurs limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 29.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	24 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 30.6	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				de prescription	
8	Ressources en eaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
9	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 22	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Consommation s en eau	AP Complémentaire du 12/05/2022, article 8	/	Sans objet
5	Bruit : mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 29.2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 31.4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que certains points soulevés lors de la précédente visite du 10 octobre 2022 n'ont pas été soldés.

Trois non-conformités font l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et concernent :

- les besoins en eau pour l'extinction d'un incendie,
- les besoins de rétention pour les eaux d'extinction incendie,
- l'entretien des installations électriques.

Concernant les besoins en eau pour l'extinction incendie et le volume des rétentions associées, l'exploitant a fait appel à un prestataire externe afin d'établir ces besoins, conformément à la réglementation en application de l'arrêté ministériel du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des ICPE.

Les actions de mise en conformité proposées dans cette étude n'ont pas été mises en place par l'exploitant.

De plus, les observations suivantes ont été émises :

- la qualité du rapport établi par un prestataire externe relatif aux analyses sur les rejets des eaux industrielles n'est pas satisfaisante, dans la mesure où certaines valeurs limites d'émission prescrites par arrêté préfectoral complémentaire sont erronées ;
- l'exploitant doit se questionner sur le devenir des eaux industrielles issues des moules d'injection ;
- l'exploitant devra, lors de la prochaine mesure acoustique en 2028, réaliser une mesure de l'émergence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission – point de rejet 4

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2022, article 6.2																	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission – point de rejet 4																	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites 																	
Prescription contrôlée : <p>Au point de rejet n°4, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <table> <tr> <th>Paramètre ou substance</th><th>Code sandre</th><th>Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)</th><th>Flux max journalier (en g/j par défaut)</th><th>P o u r information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau</th><th>Périodicité minimale</th></tr> <tr> <td>pH</td><td>1302</td><td>c o m p r i s entre 5,5 et</td><td>/</td><td>/</td><td>Trimestriel</td></tr> </table>						Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux max journalier (en g/j par défaut)	P o u r information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	Périodicité minimale	pH	1302	c o m p r i s entre 5,5 et	/	/	Trimestriel
Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux max journalier (en g/j par défaut)	P o u r information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	Périodicité minimale												
pH	1302	c o m p r i s entre 5,5 et	/	/	Trimestriel												

		entre 5,5 et 8,5			
Température	1301	≤ 30°C	/	/	Trimestriel
Odeur	/	Absence de nuisances olfactives	/	/	/
Couleur	1309	Modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.	/	/	/

Débit	1552	Max jour : 5 m ³ /j	/	/	Hebdomadaire**
MES	1305	600	3000	0,99	Annuel
DBO5	1313	800	350	0,96	Annuel
DCO	1314	200	1500	0,83	Annuel
Azote global	1551	150	10	0	Annuel
Phosphore total	1350	50	10	0,83	Annuel
Chrome	1389	0,5	0,2	0,97	Annuel

Chrome	1389	0,5	0,2	0,97	Annuel
Cuivre	1392	0,5	0,6	9,92	Trimestriel
Nickel	1386	0,5	0,2	0,83	Annuel
Zinc	1383	2	4,5	9,54	Trimestriel
Manganèse	1394	1	5	/	Annuel

Etain	1380	2	0,09	0,99	Annuel
F e r + Aluminium	7714	5	25	/	Annuel
AOX	1108	1	5	/	Annuel
Hydrocarbures totaux	7009	10	20	/	Annuel
Plomb	1382	0,07	0,35	4,82	Trimestriel
Anthracène*	1458	0,0012	0,006	0,99	Semestriel***
Diphényléthers bromés (somme des composés)	/	0,05	0,25	/	Semestriel***
Tétra BDE 47	2919	0,05	0,25	/	Semestriel***

Penta BDE 99	2916	0,05	0,25	/	Semestriel***
Penta BDE 100	2915	0,05	0,25	/	Semestriel***
Hexa BDE 153	2912	0,05	0,25	/	Semestriel***
Hexa BDE 154	2911	0,05	0,25	/	Semestriel***
Hepta BDE 183	2910	0,05	0,25	/	Semestriel***
Déca BDE 209	1815	0,05	0,25	/	Semestriel***
Cadmium	1388	0,0009	0,0045	0,93	Semestriel***
Fluoranthène	1191	0,00007	0,00035	0,92	Semestriel***
Naphtalène	1517	0,05	0,1	0,83	Semestriel***
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088	2,00E-05	1,00E-04	9,73	Annuel
Benzo(a)pyrène	1115	2,00E-05	1,00E-04	9,73	Annuel
Benzo(b)fluoranthène	1116	2,00E-05	1,00E-04	/	Annuel

Benzo(k)fluoranthène	1117	2,00E-05	1,00E-04	/	Annuel
Benzo(g,h,i)peryène	1118	2,00E-05	1,00E-04	/	Annuel
Indeno(1,2,3-cd)pyrène	1204	2,00E-05	1,00E-04	/	Annuel
Monobutylétain cation	2542	0,05	0,25	/	Semestriel***
Oxyde de dibutylétain	1770	0,00048	0,0024	0,99	Semestriel***
Tributylétain cation *	2879	2,00E-06	1,00E-05	0,83	Semestriel***
Arsenic	1369	0,01	0,05	1,00	Semestriel***
Tributylphosphate	1847	0,01	0,05	/	Semestriel***

*Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et satisfont en conséquence en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

** Le débit est mesuré ou estimé

*** L'exploitant pourra abandonner la surveillance de ces paramètres/substances si 4 mesures successives présentent les caractéristiques suivantes :

- l'ensemble des valeurs mesurées inférieures aux limites de quantification réglementaires définies par l'avis du 19 octobre 2019 relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques (NOR : TREL1929393V) pour la matrice eaux résiduaires **et**, le flux maximal généré est inférieur à 1 % du flux maximal admissible par le milieu (QMNA5 pris à 70l/s),
- **ou** l'ensemble des valeurs mesurées inférieures aux limites de détection réglementaires définies par l'avis précité.

[...]

En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.

[...]

Les prescriptions de cet arrêté préfectoral s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée en application de l'article L. 35.8 du code de la santé publique par la collectivité à laquelle appartient le réseau. La convention de rejet établie dans le cadre de ces dispositions est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Résumé des constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 :

Le rapport d'analyses du point de rejet n°4 réalisé par l'APAVE en date d'août 2022 fait état de dépassements pour les paramètres suivants :

- DCO : 1380 mg/l,
- hydrocarbures : 24 mg/l,
- cuivre 1,16 mg/l,
- cadmium 0,0068 mg/l,
- plomb : 0,157 g/l,
- zinc : 7,540 mg/l,
- fluoranthène : 0,694 mg/l.

Non conformité : le fait pour l'exploitant de ne pas respecter, dans le cadre de mesures instantanées, le double des concentrations maximales journalières au point de rejet n°4 constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 12/05/2022.

Constats réalisés lors de l'inspection du 19/03/2026 :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a communiqué les résultats des analyses réalisées par l'APAVE (rapport 134854405-001-1 daté du 08/01/2026). Les prélèvements ont été effectués le 19/11/2025.

Dans ce rapport, les erreurs suivantes sont relevées par l'Inspection :

- cadmium : le rapport mentionne une valeur limite d'émission (VLE) à 0,9 mg/l. Or, la VLE est fixée à 0,0009 mg/l. Le résultat de mesure est mentionné inférieur à 0,001 mg/l : il n'est donc pas possible de statuer sur sa conformité (le rapport mentionne que le rejet est conforme) ;
- benzo-(a)pyrène / (b)fluoranthène / (k)fluoranthène / (ghi)pérylène et indeno(123cd)pyrène : le rapport mentionne une VLE à 0,05 µg/l. Or, la VLE est fixée à 0,02 µg/l ;
- somme des HAP : le rapport mentionne une VLE à 0,05 µg/l. Or, la VLE est fixée à 0,02 µg/l. Le résultat de mesure est mentionné inférieur à 0,09 µg/l : il n'est donc pas possible de statuer sur sa conformité (le rapport mentionne que le rejet est conforme) ;
- Tributylétain cation : le rapport mentionne une VLE à 0,006 µg/l. Or, la VLE est fixée à VLE à 0,002 µg/l. Le résultat de mesure est mentionné inférieur à 0,04 µg/l : il n'est donc pas possible de statuer sur sa conformité (le rapport mentionne que le rejet est conforme) ;
- le paramètre fer n'est pas mesuré.

Le jour de l'inspection, l'exploitant fait part des éléments suivants :

- les effluents aqueux identifiés au point de rejet n° 4 sont constitués des eaux de lavage des sols issues des autolaveuses, et des eaux de refroidissement des moules d'injection ;
- depuis fin 2024, les eaux de lavage des sols ne sont plus rejetées dans le réseau, et sont évacuées en tant que déchets dangereux. Elles sont stockées dans une cuve enterrée en béton, d'une

<p>capacité de 30 m³ (ancienne cuve utilisée pour la récupération des eaux de rinçage de l'atelier peinture, aujourd'hui arrêté). L'étanchéité de cette cuve n'a pas été vérifiée par l'exploitant. Les quantités estimées d'eaux souillées des laveuses s'élèvent à environ 30 litres par semaine ;</p> <p>- concernant les eaux de refroidissement des moules, leur volume est estimé à 5 à 10 litres par moule. Cette eau est "enfermée" dans le moule et n'est pas au contact du plastique injecté. La vidange de cette eau est réalisée lorsque le moule est changé, donc rarement. Les quantités émises sont par conséquent minimales.</p> <p>L'exploitant déclare que le prélèvement de l'APAVE effectué en novembre 2025 a été réalisé sur de l'eau issue d'un moule.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La non-conformité issue de l'inspection du 10/10/2022 est maintenue, dans la mesure où les résultats des analyses ne permettent pas, pour certains paramètres, de statuer sur leur conformité.</p> <p>Dans le cadre de la présente inspection, les observations suivantes sont formulées :</p> <p>Observation OBS-20260319-01 : l'exploitant signale les erreurs de VLE mentionnées dans le rapport APAVE n°134854405-001-1 daté du 08/01/2026, concernant les paramètres cadmium, benzo-(a)pyrène / (b)fluoranthène / (k)fluoranthène / (ghi)pérylène et indeno(123cd)pyrène, somme des HAP, Tributylétain cation. Il demande à l'APAVE une correction de ce rapport.</p> <p>Observation OBS-20260319-02 : l'exploitant cesse le stockage des eaux de lavage des sols issues de l'autolaveuse dans la cuve en béton enterrée de 30m³, dont l'étanchéité n'a pas été vérifiée. Il met en place un stockage approprié dans un récipient sur rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Transmission – interprétation des résultats

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2022, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission – interprétation des résultats</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

[...] Les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans le mois suivant la réalisation des mesures du site. L'exploitant joindra aux télédéclarations périodiques, les rapports de surveillance contenant notamment le détail des prélèvements et bordereaux d'analyse.

Constats :

Résumé des constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 :

Demande : l'exploitant devra mettre en place un plan d'action visant à revenir à des valeurs de rejet conformes.

L'exploitant a indiqué qu'il envisageait de supprimer le point de rejet n°4 en évacuant les effluents via un prestataire avec une filiale de traitement appropriée. Dans le cas où cette solution serait retenue, l'exploitant devra transmettre un porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation.

Par ailleurs, les résultats de surveillance n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant devra, dès les prochaines analyses, transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

Constats réalisés lors de l'inspection du 19/03/2026 :

L'exploitant ne rejette plus les eaux issues des autolaveuses dans le réseau, au point de rejet n°4. Seules les eaux issues des moules sont rejetées (très faibles quantités, de l'ordre de quelques litres par semaine). Il ressort de ce constat que l'arrêté préfectoral du 12/05/2022 encadrant les rejets aqueux au point de contrôle n° 4 n'est, probablement, plus adapté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La demande issue de l'inspection du 10/10/2022 est reformulée.

La présente inspection donne lieu à l'observation suivante :

Observation OBS-20260319-03 : l'exploitant présente les solutions qu'il envisage concernant le devenir des effluents aqueux au point de rejet n°4. Il peut soit :

- envisager l'absence de rejet aqueux : dans ce cas, il condamne le regard situé dans l'atelier maintenance, afin d'éviter tout rejet. Les effluents sont alors évacués en tant que déchet dangereux, ou traités sur site dans le cadre du projet en cours sur l'unité 2 (projet de traitement des déchets liquides in situ) ;

- maintenir ce rejet : dans ce cas, il fait réaliser 3 mesures permettant de statuer sur la nécessité de maintenir les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/05/2022.

Selon la solution retenue, il informe l'inspection des installations classées des modifications des conditions d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consommations en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2022, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ces installations, afin de limiter au maximum les flux d'eau prélevés.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé autorisé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les dispositifs totaliseurs sont entretenus et vérifiés périodiquement. Les dispositifs totaliseurs sont entretenus et vérifiés périodiquement conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service.

Toute non-conformité détectée sur un dispositif totaliseur est levée dans un délai de 2 mois suivant l'établissement du rapport de contrôle.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Réseau urbain d'eau potable	Rougegoutte	6900*

**Ces valeurs absolues peuvent être dépassées si l'exploitant respecte la valeur de 0,85 m³ d'eau consommée par tonne de plastique injecté ramenée à l'année [...]*

Constats :

L'exploitant réalise un relevé hebdomadaire des compteurs d'eau (compteur d'eau principal et compteurs intermédiaires) ; les relevés sont consignés dans un registre présenté le jour de l'inspection :

- consommation 2023 : 960 m³

- consommation 2024 : 905 m³

- consommation spécifique 2024 : moyenne annuelle de 0,91 m³/t de plastique injecté. Variations mensuelles entre 0,47 en janvier (mini) et 3,10 en août (maxi)

- consommation 2025 : 687 m³

- consommation spécifique 2025 : moyenne annuelle de 1,6 m³/t de plastique injecté. Variations mensuelles entre 0,62 en mai (mini) et 2,51 en décembre (maxi).

Le registre présenté par l'exploitant fournit les éléments concernant les variations constatées, avec une colonne dédiée pour les commentaires éventuels. On y retrouve le constat d'une fuite pour le mois de septembre 2024 et la vidange pour nettoyage de la cuve de sprinklage pour le mois de décembre 2025 (volume de la cuve = 740 m³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 29.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Conformément à arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22 h sauf les dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont constituées des habitations voisines du site.

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer, à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, aux emplacements repérés à l'annexe IV du présent arrêté selon le tableau ci-dessous :

Emplacement	1	2	3	4
Niveau de bruit pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf les	64	55.7	55.7	55.7

22 h, sauf les dimanches et jours fériés				
Niveau de bruit pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	46	49.5	49.5	49.5

Remarque : les valeurs sont exprimées en L50, compte tenu des interférences liées au trafic routier.

[...]

Constats :

Résumé des constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 :

L'exploitant doit, transmettre la dernière étude de bruit à l'Inspection, avant la fin de délai contradictoire lié au présent rapport.

Constats réalisés lors de l'inspection du 19/03/2026 :

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis la dernière étude de bruit effectuée par la société ALFACOUSTIC (mission n°202 211 008, daté du 14/02/2023). Les mesures ont été réalisées les 23 et 24 janvier 2023.

La demande issue de l'inspection du 10/10/2022 est donc soldée.

L'emplacement des points de mesure est conforme à l'arrêté préfectoral. Les mesures des niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement sont conformes à l'arrêté préfectoral.

En revanche, la mesure de l'émergence n'a pas été réalisée. Les zones à émergence réglementée sont constituées des habitations voisines du site. Ce point fait l'objet d'une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité NC-20260319-01 : la mesure de l'émergence doit être réalisée. L'exploitant prévoit cette mesure lors du prochain contrôle de bruit en 2028.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 24 mois

N° 5 : Bruit : mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 29.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi avec l'accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ces mesures destinées, en particulier, à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations aux points 1, 2, 3 et 4 du plan joint en annexe IV.</p> <p>Le premier contrôle de ce type devra être effectué dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats transmis à inspection des installations classées.</p> <p>Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues au présent article, devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>En outre, l'exploitation sera menée de façon à limiter le plus possible l'utilisation des installations extérieures la nuit.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Résumé des constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 :</u></p> <p>Comme indiqué précédemment, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de l'inspection la dernière étude de bruit. Si la dernière étude de bruit date de plus de 5 ans l'exploitant devra par ailleurs, faire réaliser une nouvelle mesure des niveaux d'émission sonore et transmettre ses résultats dès leur réception à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constats réalisés lors de l'inspection du 19/03/2026 :</u></p> <p>L'étude de bruit a été réalisée en janvier 2023. La prochaine sera à réaliser en janvier 2028 au plus tard.</p> <p>La demande issue de l'inspection du 10/10/2022 est soldée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 30.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...]

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification.

Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation, article 66-A :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

[...]

Constats :

Résumé des constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 :

L'exploitant a présenté le jour de la visite le dernier rapport de vérification Q18 en date du 06/12/2021 indiquant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Les constats d'absence ou d'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités et de présence de poussière susceptible de provoquer un danger dans les armoires avaient déjà été signalés.

L'exploitant doit, avant la fin du délai contradictoire lié au présent rapport, transmettre à l'inspection des installations classées, les actions mises en place afin de maintenir les installations électriques en bon état.

Constats réalisés lors de l'inspection du 19/03/2026 :

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations électriques effectués par SOCOTEC suivants :

- mission réalisée du 12/11/2024 au 18/11/2024, rapport daté du 19/11/2024. Les 34 observations émises avaient déjà été signalées. Le Q18 associé mentionne : "*l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion*" ;
- mission réalisée du 03/11/2025 au 05/11/2025, rapport daté du 05/11/2025. Sur 36 observations émises, 30 observations ont déjà été signalées. Il en ressort par conséquent qu'en une année, l'exploitant a soldé 4 observations sur 34 émises. Le Q18 associé mentionne : "*l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion*".

La demande issue de l'inspection du 10/10/2022 n'est pas soldée. Elle est reformulée ci-après en non conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité NC-20260319-02: l'exploitant doit mettre en œuvre un plan d'action visant à solder, dans des délais inférieurs à 1 an entre les 2 contrôles, les observations issues des contrôles

des installations électriques, afin de maintenir les installations en bon état et de limiter le risque incendie et/ou explosion, tel que mentionné dans le document Q18.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Etat des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 31.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Résumé des constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de la visite, un état des stocks indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Il a été constaté lors de la visite que les stocks réels correspondent à ce qui a été indiqué dans l'étude de dangers notamment pour le polyol et l'isocyanate avec la présence de 2*6 GRV (Grand Récipient Vrac) placées sur rétention dans un rack de stockage dans l'atelier. L'exploitant doit, avant la fin de délai contradictoire lié au présent rapport, mettre en place un état des stocks indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus.</p> <p>Constats réalisés lors de l'inspection du 19/03/2026 : La visite des installations a permis de constater que l'exploitant ne stocke plus sur son site des GRV de polyol et isocyanate, dû à une baisse d'activité qui perdure. La zone de fabrication de mousse polyuréthane est présente dans l'atelier et constituée d'un GRV rempli à moitié d'isocyanate, et d'un GRV quasi vide de polyol. L'exploitant précise qu'il ne stocke pas d'autres produits dangereux sur son site (en dehors de produits d'entretien courant de la maintenance, type huile hydraulique par exemple).</p> <p>La demande issue de l'inspection du 10/10/2022 est soldée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eaux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les caractéristiques des ressources en eaux d'extinction et de refroidissement nécessaires (notamment emplacement, débit, quantité) sont conformes au document technique D 9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Résumé des constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le site dispose des ressources en eaux d'extinction nécessaires, conformément au document technique D9.</p> <p>Constats réalisés lors de l'inspection du 19/03/2026 :</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis une étude réalisée par Bureau Veritas Exploitation, intitulée : "<i>Dimensionnement des besoins en eaux d'extinction incendie et du bassin de confinement des eaux incendie usées associées selon les Guides D9 et D9A - SMRC Usine 1 - Rougegoutte</i>", datée du 27/02/2023.</p> <p>L'étude établit que le besoin en eau est de 660 m³/h pendant 2 heures, soit un volume de 1320 m³ pour une intervention de 2 heures.</p> <p>Le site dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 poteaux incendie (PI) situés à moins de 100 mètres des bâtiments : PI n°2 = 180 m³/h, PI n°5 = 100 m³/h, PI n° 26 = 130 m³/h ; • une citerne de 300 m³ sur le site sans vérification du niveau et du débit associé. <p>L'étude conclut que le volume des besoins en eau est insuffisant, et propose plusieurs solutions permettant d'atteindre le volume nécessaire.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'a pas travaillé sur le sujet et qu'il n'a pas réalisé les travaux nécessaires.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité NC-20260319-03 : l'exploitant doit réaliser les travaux visant à obtenir le volume d'eau nécessaire pour l'extinction incendie, selon les calculs réalisés conformément à la règle D9.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Résumé des constats réalisés lors de l'inspection du 10/10/2022 :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le document réalisant le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction incendie, dit "D9A" le jour de la visite.</p> <p>Au vu de la localisation du site, cet aspect est particulièrement important en vu de protéger le cours de la Rougegoutte qui serait directement impacté en cas d'accident.</p> <p>Constats réalisés lors de l'inspection du 19/03/2026 :</p>

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis une étude réalisée par Bureau Veritas Exploitation, intitulée : "*Dimensionnement des besoins en eaux d'extinction incendie et du bassin de confinement des eaux incendie usées associées selon les Guides D9 et D9A - SMRC Usine 1 - Rougegoutte*", datée du 27/02/2023.

Cette étude établit les constats suivants concernant le dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction incendie (règle D9A) : le volume nécessaire calculé est de 2 300 m³. Le volume disponible calculé dans le cadre de l'étude de dangers est de 188 m³.

L'étude conclut que le volume de rétention disponible est insuffisant, et propose plusieurs solutions permettant d'atteindre ce volume.

L'exploitant déclare qu'il n'a pas travaillé sur le sujet et qu'il n'a pas réalisé les travaux nécessaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité NC-20260319-04 : l'exploitant doit réaliser les travaux visant à obtenir la capacité nécessaire permettant de retenir les eaux d'extinction incendie, selon les calculs réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois